

Revue de presse de la rentrée août 2011

Pour cette rentrée, il faut dire que l'actualité n'a pas chômé durant l'été. Durant le dernier mois, des étudiants se sont mobilisés pour dénoncer la hausse des frais de scolarité du gouvernement Charest.

17 août 2011

On ne se plaint pas le ventre plein!

Michèle Leduc-Lapierre L'auteure est étudiante à la maîtrise en biologie à l'Université du Québec à Rimouski.

Le Soleil

Je gravite dans le monde des associations étudiantes depuis quelques années et je milite comme je le peux afin d'obtenir l'égalité via une éducation accessible pour tous.

J'en ai marre des préjugés véhiculés concernant les étudiants et ses revendications. Vous trouvez qu'on se plaint le ventre plein? Qu'on devrait commencer par arrêter de se payer des voitures, des vêtements, des cellulaires et des vacances dans le sud avant de demander un frein à la hausse des droits de scolarité?

Je possède une vieille voiture qui n'a pas bougé depuis janvier, car je n'ai pas les moyens de la faire réparer. Lorsqu'on habite une ville comme Rimouski, ce n'est pas évident! J'ai un cellulaire, mais le forfait minimum. Et je n'ai pas de téléphone à la maison! J'ai plutôt choisi de prendre un forfait internet, et c'est essentiel! Pour un étudiant universitaire, c'est un outil primordial, pas un luxe! Consulter les notes de cours, faire des recherches bibliographiques, communiquer avec les professeurs et collègues, appeler mes parents sans frais d'interurbain... Et pourtant, cette dépense n'est pas prise en compte dans le calcul de l'aide financière!

Un voyage? Pour moi, les vacances, c'est passer du temps dans ma famille durant le temps des fêtes. Des vêtements? Une paire de jeans à 30\$ que j'ai trouvée après six mois, quelques morceaux trouvés dans les centres de liquidation, des échanges de vêtements

avec les amies, voici ma garde-robe! Des sorties? Quelques bières pas chères sirotées sur le bord de l'eau, pas des soirées dans les bars à 20\$ l'entrée et 10\$ le verre.

Vous dites qu'on se plaint, qu'on veut tout, qu'on est paresseux... Avec 15 heures de cours, 10 heures de laboratoire, au moins 30 heures d'études, en plus d'un travail à temps partiel dans bien des cas, on est loin d'être paresseux!

Une hausse des droits de scolarité, c'est trop! Lorsque le gouvernement parle des dépenses des étudiants, ils ne parlent jamais du coût réel. Les droits de scolarité, c'est une chose, mais il y a également les frais institutionnels obligatoires, les livres, le matériel scolaire... ça grimpe rapidement.

J'ai choisi d'étudier la biologie. Je voulais apprécier les plantes, connaître les animaux et les microorganismes, comprendre la vie. Mon titre de biologiste ne fera pas de moi une millionnaire, loin de là. Le milieu scientifique est complexe, difficile, sournois, mais ô combien essentiel! Lorsque j'aurai terminé mes études, je serai endettée, j'aurai de la difficulté à trouver un emploi permanent, et je ne pourrai pas dépenser et ainsi faire rouler l'économie.

Mes parents ne sont pas riches, ni pauvres. Ils ont travaillé fort toute leur vie et sont maintenant bien. Ils ont hâte que j'arrête de tirer le diable par la queue. Ils ont fait des sacrifices pour que je puisse un jour être bien. Ils sont fiers de la réussite de leur fille. Je suis chanceuse d'avoir leur appui et leur aide. Mais bon nombre de mes collègues n'ont pas cette chance, et c'est à eux que je pense en écrivant ces mots. À ceux dont les parents font trop d'argent pour avoir droit à l'aide financière, mais pas assez pour les aider comme il faut.

La prochaine fois que vous voudrez généraliser à partir d'une minorité bien nantie qui roule en voiture de l'année, dites-vous qu'il y a des milliers d'étudiants au Québec. Ceux que vous ne voyez pas dans les cafés parce qu'ils n'ont pas les moyens, ceux qui passent des nuits dans les salles informatiques des universités parce qu'ils ne peuvent se permettre d'avoir un ordinateur à la maison.

17 août 2011

Québec solidaire dénonce la hausse des droits de scolarité universitaires

Communiqué de presse

MONTRÉAL, le 17 août 2011 /CNW Telbec/ - La présidente et porte parole de Québec solidaire se rendra à 13 heures devant le campement étudiant, rue Fullum, à Montréal, afin d'apporter son appui aux étudiantes en lutte contre la hausse des droits de scolarité universitaires. « Nous avons dénoncé cette hausse dès la sortie du dernier budget Bachand, d'affirmer Françoise David. Le Québec peut se réjouir d'avoir rendu les études supérieures bien plus accessibles depuis la Révolution tranquille. Aujourd'hui, avec cette hausse projetée de 325\$ par année sur 5 ans, le gouvernement Charest sabre encore une fois dans des acquis sociaux précieux. »

« On nous dit, et c'est vrai, que les universités sont sous-financées. En même temps, certains recteurs s'octroient des salaires extraordinaires. Les universités créent des antennes en-dehors de leur territoire, construisent des bâtiments neufs. Se livrent à une compétition féroce. Et on voudrait que les jeunes paient pour un manque flagrant de coordination et de coopération? », d'ajouter Françoise David.

« Finalement, si l'on veut que les professionnels-les issus des universités redonnent à la société ce qu'elle leur a apporté par l'accès à l'instruction, modifions les niveaux d'imposition et demandons un effort additionnel aux contribuables les plus riches. Voilà où doit résider la contribution des étudiants-es au financement de leurs études. L'objectif de Québec solidaire, c'est la gratuité scolaire et non l'augmentation des droits universitaires », de conclure Françoise David.

16 août 2011

Frais de scolarité: la FTQ et la CSQ appuient les étudiants

Emmanuel Delacour

Agence QMI

Les étudiants qui campent depuis le 27 mai devant les bureaux du ministère de l'Éducation pour protester contre la hausse des frais de scolarité ont accueilli à leur campement lundi les grosses pointures de la FTQ et de la CSQ, ainsi que le député indépendant Jean-Martin Aussant.

Une mascotte de Jean Charest vole les mortiers des étudiants lors d'une action symbolique contre la hausse des frais de scolarité à l'occasion de la quatrième semaine du campement étudiant devant le Ministère de l'Éducation par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), à Montréal, le 17 juin dernier. (Photo: Agence QMI)

Les représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) étaient visiblement contents de ces appuis de la part de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ) et de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

« La FTQ est solidaire des étudiants et étudiantes et dénonce cette hausse, a affirmé le président de la FTQ, Michel Arsenault. C'est toute la société québécoise qui souffrira de cette mesure, qui limitera certainement l'afflux d'étudiants de la classe moyenne. Cela va à l'encontre des efforts déployés au Québec depuis les années 1960 en matière d'éducation. »

« En dollars de 1980, M. Charest devait déboursier 547 \$ pour une année universitaire, ce qui équivaudrait à près de 1710 \$ aujourd'hui, a souligné M. Arsenault. Cela est bien moins que les 4 500 \$ que devront déboursier les étudiants d'ici six ans. »

Les représentants de la FECQ et de la FEUQ ont réitéré leur volonté de contester cette hausse.

« C'est un combat pour l'avenir du Québec que nous avons entrepris depuis le début de cet été, a dit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. La société québécoise ne

peut pas se permettre d'exclure les étudiants des classes sociales à plus faible revenu, alors que nous avons un besoin criant de professionnels avec des diplômes postsecondaires. »

« Le gouvernement Charest a une vision à court terme en matière d'éducation et il ne donne pas de justification claire pour cette hausse », a de son côté déploré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

16 août 2011

Libre opinion - Avec les étudiants qui militent pour l'accessibilité

Claudie Bonenfant - Sainte-Anne-des-Plaines

Le Devoir

Je me souviens du jour où, étudiante attentive, travaillante, soumise, respectueuse et réservée, j'ai connu mon premier souffle de révolte. Je fréquentais alors le collège public le plus réputé de l'époque. Moi qui avais dû m'exiler de ma région natale pour y étudier, je m'y sentais bien insignifiante, mais j'espérais être à la hauteur des attentes de mes parents et de mes anciens professeurs. À la fois assoiffée de connaissances et honteuse d'en posséder si peu, j'entrais dans mes classes sur le bout des pieds, la tête basse, longeant le mur et m'asseyant en silence. Je n'avais qu'un souhait: passer inaperçue.

Puis un jour, un étudiant de l'association étudiante entre dans la classe et nous invite à venir manifester contre la réforme Axworthy. L'enjeu était clair: l'accessibilité aux études supérieures était mise en péril. Notre professeur, stoïque, nous souligna que le cours aurait bel et bien lieu et que ceux qui choisiraient de s'absenter en subiraient les conséquences.

Au plus profond de mon être, un sentiment jusqu'alors inconnu émergea. Un profond sentiment d'injustice. Car l'accessibilité, ce n'est pas qu'un grand principe abstrait: c'est aussi la réunion de cas bien concrets. Des amis qui, faute d'argent, n'ont pas pu se

payer le luxe d'un déménagement pour poursuivre leurs études. Des amis qui auraient pu se payer le déménagement, mais pas le coût d'un loyer. D'autres qui peinent déjà à manger à leur faim dans le foyer familial. D'autres qui vivent des situations extrêmes (inceste, viol, famille dysfonctionnelle, avortement) et qui doivent devenir, comme par magie, des adultes autonomes à 16 ans.

Si le cocktail travail-études convient à certains, ce n'est pas le cas pour tous, et tous n'ont pas le choix: lorsque du travail dépend la survie, comment étudier et réussir convenablement lorsqu'on est atteint d'un trouble d'apprentissage ou que l'on est simplement, de façon temporaire ou permanente, un peu plus lent que la moyenne? Malgré tout, certains font le grand saut, accumulent quelques échecs, s'épuisent, tombent, se relèvent, persévèrent et réussissent. Pour eux, les prêts et bourses sont bien plus qu'une aide financière: c'est le passeport vers un nouveau monde et une nouvelle vie.

Ce fut alors pour moi un grand dilemme. Moi qui ai le privilège d'être inscrite au cégep, de bien réussir, de concilier sans trop de problèmes, si ce n'est la frustration de ne pas pouvoir me consacrer uniquement à mes livres, le travail et les études, d'être bien entourée... Devais-je me lever ou demeurer assise? Si je ne me levais pas, qui porterait la voix éteinte de ceux qui peinent déjà à assurer leur bien-être physique et/ou psychique? Qui revendiquerait ce bien commun et indispensable à toute société qui se veut juste? Qui revendiquerait l'accessibilité aux études supérieures?

J'ai regardé autour de moi. À mon grand étonnement, personne ne se leva. Personne. J'ai senti une chaleur envahir tout mon corps. Mon coeur s'emballa. Je suffoquais. Je tremblais. Je rougissais. Et j'ai fait l'impensable: j'ai ramassé prestement mes livres, me suis levée d'un trait et ai maladroitement quitté le local dans le fracas d'une chaise renversée par mégarde au passage, le tout sous le regard ébahi et incrédule de mes collègues de classe.

Je sais qu'il y a encore des étudiants qui s'indignent et qui s'indigneront contre l'injustice et qui, contrairement à ce que certains esprits qui généralisent et colportent des bêtises affirment, ne manifestent pas par paresse (belle contradiction!) ni pour le plaisir de manquer des cours.

À quelques jours d'une nouvelle rentrée scolaire, je suis de tout coeur avec eux.

Claudie Bonenfant - Sainte-Anne-des-Plaines

16 août 2011

Les étudiants promettent un automne mouvementé

Lisa-Marie Gervais, Le Devoir

Contre la hausse des droits de scolarité L'été n'aura pas réussi à atténuer la colère des étudiants à l'égard de la hausse annoncée des droits de scolarité. Après avoir campé toutes les fins de semaine de la belle saison devant les bureaux du ministère de l'Éducation, rue Fullum, à Montréal, les étudiants préparent la contre-attaque de la rentrée. Ils intensifient cette semaine leur camping militant (notre photo) où ils recevront la visite de personnalités des milieux syndical et politique, tout en promettant un automne chaud, ponctué d'actions militantes et de manifestations.

Des personnalités des milieux syndical et politique sont venues donner leur appui hier au campement militant tenu par les étudiants en face des bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal. Le président de la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent, a appelé à une plus grande contribution du privé au financement des universités tandis que le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Michel Arseneault, a invité le gouvernement à rouvrir le dialogue avec les étudiants sur la question des droits de scolarité. Le député de Nicolet-Yamaska, Jean-Martin Aussant,

qui a récemment claqué la porte du Parti québécois, est également venu manifester son soutien à la cause.

À quelques jours de la rentrée scolaire, les étudiants sont toujours en mode contre-attaque. Ils n'ont toujours pas digéré le dernier budget du gouvernement Charest qui prévoit une hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année sur cinq ans. «On a une position assez claire: plafonner les droits de scolarité», rappelle Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «La dernière fois qu'on a discuté, c'était lors de la rencontre des partenaires en décembre dernier. Ç'a été une grosse pièce de théâtre dans laquelle on avait essayé de nous faire avaler l'idée d'un consensus autour de la hausse. Ce dernier dialogue nous avait laissés un peu amers», a-t-elle ajouté en déplorant le manque d'ouverture de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Actions à venir

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, assure que les actions de protestation ne cesseront pas. «On va continuer d'informer les gens, on va annoncer avec plus de détails les différentes sorties publiques à notre congrès», a-t-il indiqué en faisant référence au rassemblement des deux fédérations étudiantes en fin de semaine. Une manifestation se préparerait pour le 10 novembre. «Cette semaine, on intensifie le campement devant les bureaux de la ministre et on augmente la pression pour montrer qu'on est prêts à remettre la machine en marche», a-t-il ajouté. D'autres appuis syndicaux et de partis politiques sont attendus dans le courant de la semaine.

Hugo Morin et Marc-Olivier Goulet ont fait partie du noyau dur de la dizaine d'étudiants qui ont tenu le fort tous les week-ends de l'été. Beau temps, mauvais temps, leur expérience de camping, faite de rencontres avec des curieux, de feux d'artifice et de toasts au beurre d'arachides leur laisse tout de même de bons souvenirs. «On a souvent

l'impression que les mouvements sociaux, ceux qui tentent de proposer des solutions au gouvernement, s'essouffent rapidement. En campant ici, on voulait montrer que les étudiants, même l'été alors qu'ils sont en vacances, ne lâcheront pas. On était là et on va rester là», a dit Hugo Morin, qui étudie en économie internationale à l'UQAM. «Je suis content de l'avoir fait», a insisté Marc-Olivier Goulet, étudiant au cégep d'Ahuntsic.

Gestion des universités

Martine Desjardins plaide plutôt pour une meilleure gestion des universités. «Combien d'argent on va devoir mettre dans notre réseau pour qu'il soit adéquat? On a posé la question et on se rend compte qu'aucune étude n'a été faite pour évaluer les besoins réels des universités», a-t-elle soutenu. Tout en appelant à une discussion collective qui pourrait prendre la forme d'États généraux, le président de la CSQ abonde en ce sens. «Actuellement, on a tendance à pointer du doigt les étudiants, alors que des grandes entreprises profitent abondamment des universités sans mettre leur juste part», a indiqué M. Parent.

Michel Arseneault, de la FTQ, privilégie pour sa part la bonne vieille méthode de la négociation et du dialogue. «Ce n'est pas en rencontrant les étudiants en ayant une attitude que tout est décidé d'avance que le gouvernement va créer un climat de confiance avec les étudiants», a-t-il noté.

15 août 2011

L'entreprise privée doit mieux financer l'éducation, selon la CSQ

La Presse Canadienne

La Centrale des syndicats du Québec croit que le privé devrait faire sa part et financer davantage l'éducation, particulièrement le réseau universitaire.

Le président de la CSQ, Réjean Parent, s'est rendu lundi au campement organisé par des étudiants qui dénoncent les hausses annoncées des frais de scolarité au Québec.

Selon lui, l'entreprise privée et les grandes compagnies profitent allègrement des recherches et du savoir universitaire, sans injecter les sommes justes et équitables compte tenu des bienfaits qu'elles en retirent.

M. Parent a affirmé que des entreprises et de grandes multinationales font de la recherche à bon compte en profitant d'une «main-d'oeuvre» à bas prix. Il juge inéquitable que l'on taxe les étudiants pour financer des coûts d'installation et de fonctionnement, alors que le privé retire des bénéfices, sans qu'une contribution supplémentaire ne lui soit demandée.

Les jeunes des fédérations étudiantes collégiales et universitaires ont manifesté tout le week-end et poursuivent leur mobilisation pour tenter d'infléchir le gouvernement Charest qui a procédé au dégel des droits de scolarité.

Selon la CSQ, une réflexion collective doit s'imposer et la centrale réitère son désir de lancer un véritable débat. Cette réflexion sur l'avenir de l'éducation pourrait prendre la forme d'états généraux sur le fonctionnement universitaire et l'accessibilité.

«Actuellement, on a tendance à pointer du doigt les étudiants, alors que des grandes entreprises profitent abondamment des universités sans mettre leur juste part», a indiqué M. Parent.

Le président de la CSQ rejette également toute tentative de revoir à la baisse les conditions de travail des enseignants. Il estime qu'il n'y a pas d'excédents à sabrer de ce côté.

«Je ne pense pas qu'il y a ait de scandale en matière de condition de travail. Ce n'est pas ce qui a fait exploser les coûts ces dernières années, mais le détournement de sommes pour construire des édifices ou des laboratoires qui, je le répète, profitent au privé», a dit Réjean Parent.

Bien que la centrale syndicale ait accordé son appui au mouvement étudiant, elle ne prendra pas la direction de cette contestation.

«Les jeunes vont assumer le leadership de cette bataille, mais il y a néanmoins des choix de société à faire. On est dans un monde d'injustice fiscale», a répété Réjean Parent.

15 août 2011

La CADEUL engagée auprès de ses membres

par CADEUL

Malgré des propos clairs, un article désarticulé du journal Le Soleil envoie un message confus.

La Confédération des associations des étudiants et étudiantes de l'Université Laval a actuellement une position contre la hausse des frais de scolarité, issue du vote des quelque 80 associations étudiantes du campus. La CADEUL souhaite maintenant réaffirmer cette position en consultant directement la population étudiante. « Avec le référendum, on va pouvoir informer les étudiants de manière plus large et avoir une opinion plus forte. On veut une position claire et représentative sur les hausses des frais de scolarité», indique Sébastien Harvey, président de la CADEUL. « Aussi, la tenue d'un référendum constitue un acte de mobilisation complémentaire au plan d'action actuellement en cours. Informer nos 28 000 membres est une étape fondamentale afin de réaliser une mobilisation efficace à long terme.»

La CADEUL entend représenter les intérêts de ses membres auprès du gouvernement, tant au plan régional que provincial. Le référendum d'octobre est une action délibérée, issue d'un vote approuvé par nos instances. Il permettra non seulement de promouvoir une position forte et représentative sur la hausse des frais de scolarité annoncée en mars dernier, mais aussi d'organiser des actions concrètes et justifiées afin de faire valoir cette position.

La TaCEQ a également prévu un plan d'action concret auquel la CADEUL participera. Des actions ciblées sont prévues dès la rentrée et se poursuivront tout au long de l'automne, dont une action symbolique le 20 septembre.

Nous vous rappelons que la campagne référendaire sera l'occasion pour les étudiants qui s'opposent à la hausse de se mobiliser.

Bonne rentrée!

15 août 2011

Hausse des frais de scolarité: Aucune «manif» prévue à Québec

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Les associations étudiantes universitaires de Québec ne prévoient pas une rentrée mouvementée cet automne dans la capitale, en dépit de la hausse annoncée des droits de scolarité de 1625 \$ d'ici 2017. Le mouvement étudiant préfère consulter ses membres et revenir à la charge plus tard durant la session universitaire.

À Montréal, la Fédération étudiante universitaire et la Fédération étudiante collégiale du Québec camperont toute la semaine devant les bureaux du ministère de l'Éducation. Pas question pour l'instant de préparer des coups d'éclat similaires dans la capitale.

«À Québec, on a une approche différente. On va y aller vraiment par l'information, on va concentrer nos efforts à l'interne», soutient le secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), Simon Gosselin. «Il va y avoir des référendums, des assemblées générales. On se concerta à l'interne, pour savoir exactement ce qu'on veut, et savoir c'est quoi l'état des troupes.»

Pour Simon Gosselin, il est préférable d'avoir l'heure juste avant de se lancer dans une grande manifestation. «On sait que toutes nos associations dénoncent cette hausse, mais il y a effectivement à l'interne quelques voix dissidentes. On l'a vu avec le rassemblement des jeunes libéraux en fin de semaine. Ces gens-là sont aussi membres d'associations que je représente, et ils étaient en faveur de la hausse. Reste à savoir si les étudiants vont appuyer la décision du gouvernement.»

Discours similaire à la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), membre de la Table de concertation. «On va se concentrer sur le référendum sur le campus. Notre priorité, c'est d'informer nos membres. Il y a beaucoup de gens qui arrivent du cégep», précise le vice-président aux affaires externes de la CADEUL, Jean-François Normand.

Référendum

Le référendum, prévu du 17 au 20 octobre, sondera les étudiants de la capitale sur leur acceptation de la hausse des droits de scolarité décrétée en mars par le ministre des Finances, Raymond Bachand. «On a une position unanime contre cette hausse-là. Avec le référendum, on va pouvoir informer les étudiants de manière plus large et avoir une opinion plus forte. On veut une position claire et concrète sur les hausses des frais de scolarité», ajoute Sébastien Harvey, président de la CADEUL.

Pour Jean-François Normand, la hausse aura des conséquences majeures sur la santé financière des étudiants. «La situation sur le campus de l'Université Laval n'est pas rose, même si on est à Québec. Il y a une étude réalisée par l'Université, qui vient tout juste de sortir, qui démontre que 8 % des étudiants sur le campus doivent utiliser des banques alimentaires. C'est beaucoup. C'est presque 1 personne sur 10. Si on augmente de 1625 \$ par année, eh bien ce sont tous des gens qu'on perd. La hausse va affecter beaucoup de gens.»

Non contrainte par la tenue d'un référendum, l'Association des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES) mobilisera les occupants du campus dès le début du mois prochain. «On a des choses en branle dès le jour de la rentrée universitaire, et après, on a un planning jusqu'au jour de la mobilisation nationale, le 10 novembre», détaille le vice-président à l'externe de l'AELIES, Christophe Navel.

13 août 2011

Frais de scolarité: les étudiants augmentent la pression

Valérie Simard et Paul Journet, La Presse

À quelques semaines de la rentrée scolaire, les étudiants augmentent la pression sur le gouvernement Charest pour qu'il abandonne la hausse des frais de scolarité adoptée dans le dernier budget provincial.

Après leurs collègues des Fédérations collégiale et universitaire du Québec, vendredi, une centaine de membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont manifesté samedi.

Quelque 40 militants de l'ASSÉ étaient présents pour interpeller les jeunes libéraux à leur congrès annuel à l'université Bishops, à Lennoxville. «On était presque une centaine tantôt. On est en plein été, un samedi, et les étudiants travaillent pour payer leurs frais de scolarité qui explosent», a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

«Toi, c'est qui qui a payé tes études?», lançaient les militants aux jeunes libéraux qui revenaient du lunch.

«Les jeunes libéraux devraient avoir honte de jeter hors des bancs d'école des milliers d'étudiants et d'étudiantes, a déclaré M. Nadeau-Dubois. Hausser les frais de scolarité, ça revient à briser les projets de vie de milliers de personnes qui devront abandonner leurs études simplement parce qu'ils ne sont pas assez riches!»

Le porte-parole de l'ASSÉ est pour le moins sceptique des intentions du gouvernement. «La bonification de l'aide aux études annoncée par le gouvernement ne vise qu'une chose : décourager les étudiants et étudiantes de se mobiliser. C'est de la poudre aux yeux pour nous. Ce qui est offert par le gouvernement ne va toucher qu'une infime minorité des étudiants. Même pas 20% des étudiants vont voir une différence.»

Selon M. Nadeau-Dubois, la solution serait toute simple. Il croit que les impôts ne seraient pas assez élevés au Québec. «L'argent au Québec, il y en a, il y en a beaucoup, il suffit d'avoir la volonté politique d'aller le chercher». Il faudrait donc imposer davantage les «grandes entreprises» et les «contribuables les plus fortunés».

Menace de grève

L'ASSÉ annoncera le 22 août prochain les actions qu'elle entend prendre pour accentuer la pression sur le gouvernement. Mais elle menace déjà de déclencher une grève à la fin de l'année ou l'hiver prochain. «Si à la fin de l'automne, le gouvernement libéral n'a pas reculé, on n'exclut pas du tout la possibilité de débrayer. On espère ne pas se rendre là, mais connaissant la surdité traditionnelle du PLQ, on ne serait pas étonnés.»

La FECQ et la FEUQ aussi

Réputées plus modérées, les Fédérations collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) n'évoquent pas pour le moment le déclenchement d'une grève étudiante. «Pour faire la grève, il faut que les étudiants soient prêts, a souligné le porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Nous ne sommes pas rendus là, mais nous n'écartons pas la possibilité.»

La FECQ et la FEUQ intensifient cette semaine leur présence devant les bureaux du ministère de l'Éducation du Québec, situés rue Fullum à Montréal, où un campement est érigé depuis le 27 mai dernier. Les deux fédérations étudiantes se réuniront en congrès du 19 au 21 août prochain afin d'adopter une série d'actions conjointes qui seront mises en place dès la rentrée et annoncées à l'issue du congrès. Selon le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, on peut s'attendre à la tenue d'une grande manifestation étudiante et de plusieurs actions régionales.

La FECQ et la FEUQ comptent également sensibiliser la population à la réalité des étudiants qui, croient-elles, sont victimes d'une mauvaise perception quant à leur niveau de vie.

À compter de 2012, les frais de scolarité augmenteront de 325\$ par année pendant cinq ans. Ils passeront ainsi de 2168\$ actuellement à 3793\$ en 2017, peu importe la discipline étudiée. Selon les calculs de la FECQ et de la FEUQ, les étudiants devront travailler près de cinq semaines de plus à temps plein, au salaire minimum, pour combler cette hausse. Pour les deux fédérations, une bonification du programme de

prêts et bourses n'est pas une solution. «Il y a une tranche importante d'étudiants qui ont accès aux prêts, mais qui n'ont pas accès aux bourses, a souligné la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Avec l'allocation spéciale mise en place dans le budget, ces étudiants-là s'endetteront encore plus.»

Son homologue de la FECQ croit que le gouvernement devrait d'abord demander des comptes aux universités avant de hausser les frais de scolarité. «Il me semble que les universités devraient faire le ménage dans leur cour avant d'en demander plus aux contribuables et aux étudiants, a soutenu Léo Bureau-Blouin. Les universités font un peu n'importe quoi avec l'argent qu'on leur donne. Un moment donné, il faut rendre des comptes.»

13 août 2011

L'ASSÉ manifeste devant le congrès des jeunes libéraux : « Les jeunes libéraux devraient avoir honte d'appuyer la hausse des frais de scolarité ! »

l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)

Montréal, 13 août 2011- Sur l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), des étudiants et des étudiantes manifestent aujourd'hui devant l'Université Bishop's à l'occasion du Congrès de la Commission jeunesse du Parti Libéral du Québec pour dénoncer la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement de Jean Charest lors du dernier budget provincial. « Les jeunes libéraux devraient avoir honte de jeter hors des bancs d'écoles des milliers d'étudiants et d'étudiantes. Hausser les frais de scolarité, ça revient à briser les projets de vie de milliers de personnes qui devront abandonner leurs études simplement parce qu'ils ne sont pas assez riches ! » déclare Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

« En appuyant la hausse des frais de scolarité, les jeunes libéraux participent à l'appauvrissement massif de leur propre génération ! » poursuit le porte-parole.

Les manifestants et manifestantes rappellent au Parti Libéral du Québec qu'ils et elles se mobiliseront tout au long de l'automne afin de le faire renoncer à sa hausse de frais.

« L'action d'aujourd'hui n'est qu'un avant-goût de ce qui attend le gouvernement cet

automne. Nous serons de plus en plus et nous serons de plus en plus en colère, tant que le gouvernement Charest ne reculera pas. Et s'il nous faut se rendre jusqu'à la grève, nous n'hésiterons pas ! » conclut M. Nadeau-Dubois.

L'ASSÉ profite de l'occasion pour annoncer la tenue d'une conférence de presse lundi le 22 août prochain, qui lancera officiellement sa campagne visant à faire reculer le gouvernement libéral sur sa hausse des frais de scolarité.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement près de 45 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour l'accessibilité à un système d'éducation gratuit, public et de qualité.

-30-

Renseignements :

Philippe Lapointe, attaché de presse : 514-835-2444

Bureau de l'ASSÉ : 514-390-0110

Site web : [www. asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

13 août 2011

Aide financière aux études - « Les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées »

La FEUQ dénonce les dernières mesures budgétaires déposées par Québec

Émilie Corriveau, Le Devoir

À la veille de la rentrée des classes, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) vient de déposer un mémoire au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études portant sur les mesures budgétaires 2011-2012 du gouvernement du Québec. Malgré les bonifications annoncées au programme d'aide financière aux études, d'après la fédération, celui-ci comporte toujours d'importantes lacunes.

«La hausse des frais de scolarité, c'est le noeud du problème», lance d'emblée Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Représentant un montant total de 1625 \$ réparti sur

cinq ans, malgré les bonifications annoncées au programme d'aide financière aux études, la hausse des frais de scolarité qu'a annoncée le gouvernement du Québec en mars dernier risque, d'après la FEUQ, d'engendrer une utilisation du programme de prêts et bourses plus grande que ce que le système en place peut absorber.

«Actuellement, 25 % des sommes d'argent générées par les frais de scolarité sont réinvesties dans le programme d'aide financière aux études. Ce que le gouvernement a décidé de faire, c'est de hausser ce pourcentage et de récupérer plutôt 35 % des sommes d'argent que générera la hausse des frais de scolarité. Si le gouvernement avait conservé le taux de péréquation de 25 %, le montant qui aurait été transféré à l'aide financière n'aurait pas suffi à couvrir le maintien des plafonds actuels de prêts», explique Mme Desjardins.

Ainsi, 116 des 118,4 millions annoncés par le gouvernement proviendront du transfert des sommes payées par les étudiants en frais de scolarité vers le programme d'aide financière aux études. La somme manquante, soit 2,4 millions, sera assumée par le gouvernement.

Dans le contexte où, en février dernier, le gouvernement du Canada annonçait une augmentation de 70 millions du support financier accordé au Québec en vertu du Programme canadien des bourses d'études, la FEUQ déplore que le gouvernement québécois ait choisi de bonifier le programme d'aide financière aux études en s'appuyant sur une hausse des frais de scolarité plutôt qu'en utilisant une partie des sommes allouées par le fédéral.

«C'est frustrant, parce que les étudiants vont devoir payer de leur poche les bonifications annoncées et qu'ils ne verront probablement pas d'amélioration au programme d'aide financière aux études. Ce que nous souhaitons, c'est que les sommes allouées au Québec pour le Programme canadien de bourses aux étudiants

servent à la bonification du programme d'aide financière aux études», commente Mme Desjardins.

Décalage

Dans le même esprit, la FEUQ dénonce l'absence de mesures assurant l'indexation des dépenses admises au programme d'aide financière aux études dans le budget 2011-2012 et réclame qu'un mécanisme de régulation soit mis en place.

«Ce qu'on constate, c'est qu'au cours des dix dernières années, on n'a procédé qu'à deux indexations. Ça fait donc huit années sans indexation, soit de 1995-1996 à 1998-1999 et de 2002-2003 à 2006-2007. De ce côté, on a beaucoup de rattrapage à faire, car il y a d'importantes différences entre les coûts pris en compte par le programme et les coûts réels encourus par les bénéficiaires. Ce qu'on demande, c'est une règle qui fixe l'indexation à chaque année et que cette indexation soit équivalente à l'indice des prix à la consommation», précise la présidente de la FEUQ.

À titre d'exemple, Mme Desjardins signale que les sommes allouées aux frais de subsistance, lesquels comprennent le logement, la nourriture, les dépenses personnelles et le transport en commun, sont souvent insuffisantes pour répondre aux besoins réels des étudiants.

«Actuellement, on alloue 49 \$ en nourriture aux étudiants par semaine. Ça fait sept dollars par jour, pour combler trois repas. C'est très peu! Une étude de l'Université de Montréal démontre que pour respecter les recommandations du guide alimentaire canadien, il faut en moyenne 89 \$ par semaine. C'est 40 \$ de plus que ce qui est calculé par l'aide financière aux études», note Mme Desjardins.

La FEUQ estime également que l'actuel programme d'aide financière aux études ne prend pas suffisamment en compte les changements technologiques et sociaux qui ont

eu lieu dans la société au cours des dernières décennies. Notamment, elle souligne le fait que l'accès à Internet soit toujours considéré comme un luxe.

«Aujourd'hui, Internet, c'est un outil indispensable pour les étudiants universitaires. La majorité des étudiants communiquent avec leurs enseignants par courriel et beaucoup doivent consulter l'Internet pour effectuer leurs travaux, mais c'est encore considéré comme un bien de luxe. C'est donc l'étudiant qui doit défrayer la totalité de la facture», souligne Mme Desjardins.

Contribution parentale

D'après la FEUQ, le gouvernement québécois doit également réviser ses calculs en matière de contribution parentale. Actuellement, le programme d'aide financière aux études s'appuie largement sur les contributions parentales, puisqu'en vertu du Code civil du Québec, les parents ont le devoir de contribuer au financement des études de leurs enfants. Ainsi, les ressources financières des deux parents sont prises en compte dans le calcul de la contribution parentale aux études, sauf si les parents ne vivent plus ensemble. Alors, seuls les revenus du parent avec lequel l'étudiant habite sont pris en considération.

D'après la FEUQ, le gouvernement québécois surestime la capacité de payer des parents. «La contribution parentale est ciblée à 35 000 \$ à terme. Ce que ça signifie, c'est que des parents qui ont un revenu brut annuel de 35 000 \$ en couple devraient être en mesure de contribuer aux études de leurs enfants. C'est irréaliste. Le résultat, c'est que beaucoup d'étudiants doivent se débrouiller avec une contribution parentale moindre que ce que le gouvernement calcule, tout simplement parce que leurs parents n'ont pas la capacité d'en faire plus. D'après nous, il faut rehausser le niveau de contribution parentale à 45 000 \$. C'est plus réaliste», commente Mme Desjardins.

Suite à son analyse des mesures budgétaires 2011-2012, la FEUQ a formulé une série de recommandations à l'intention du gouvernement québécois. De nature publique, le mémoire de la FEUQ peut être obtenu auprès du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études et sera disponible sous peu sur le site internet de la FEUQ.

Collaboratrice du Devoir